

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez: 

Hestia et le développement durable d'une crise profonde en Grèce

Gaz de schiste en Roumanie : « c'est

La une

Les États-Unis menacent d'une guerre avec la Corée du Nord et demandent à la Chine de lui retirer son soutien

Le Traité sur le commerce des armes, loi suprême du capitalisme

La stratégie de la tension à travers le 11-Septembre, l'assassinat de JFK et l'attentat d'Oklahoma City

La Russie est devenue un modèle alternatif fondé sur les valeurs traditionnelles

Le génie génétique, l'eugénisme et l'idéologie des riches

Les assassinats scientifiques font partie des protocoles de la CIA.

Roger Waters (Pink Floyd) interdit de conférence à New York par le lobby

[Tous les articles](#)

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

Infolettre Mondialisation.ca:

Votre adresse email

GO

Nouvelle "Marche antinucléaire pour la Vie" du 15 au 26 avril 2013

Idle No More appelle à la mobilisation : manifestation à Montréal

Faire un don maintenant

Recherche

Liste des pays

Auteurs

Le massacre des autochtones Wé dans le camp de l'ONU à Nahibly en Côte d'Ivoire

Ou comment l'ONU favorise l'impunité et l'épuration ethnique en les cachant sous le tapis.

Par [Serge Laurent](#)

Mondialisation.ca, 07 avril 2013

[Le Grand Soir](#)

Région : Afrique subsaharienne

Thème: Crimes contre l'humanité, Nations Unies

Like 78

0

Invest 543/M & Get 1 Crore

Get Rs. 1 Cr Life Cover & Protect Your Family. Compare and Buy Now
Life.TermInsuranceIndia.co.in



Depuis le début du conflit en Côte d'Ivoire, environ 30.000 personnes autochtones d'ethnie Wé ont été tuées par les forces favorables au Président actuel, selon Comité de sauvegarde du patrimoine foncier Wé. Cette source évalue à 230 tués l'attaque du camp de déplacés de l'ONU de Nahibly par les milices ethniques FRCI et dozos le 20 juillet 2012.

Ce massacre fait suite à ceux de Douékoué carrefour (2011) et Guitrozon (2005) qui avait également ciblé les Wé et qui avaient également eu lieu en présence des forces de l'ONU. Par suite

de l'épuration ethnique et de la colonisation de l'ouest ivoirien par des populations originaires des pays au Nord de la Côte d'Ivoire, la population étrangère serait passé de 37% lors du recensement de 1998 à 75% selon ce comité. Une partie de la population Wé a fui au Libéria où se trouvait déjà les descendants de ceux qui avaient fui la colonisation française. Une autre partie se trouvait dans des camps de déplacés à l'intérieur de leur propre région. L'ONU les encourageait à rentrer dans leurs villages incendiés en réduisant leurs allocations de nourriture mais le rythme des départs était insuffisant du fait de l'insécurité régnant dans les campagnes "sécurisées par les bandes dozos du boucher de Duékoué-carrefour, Amédée Ouérémi.

La FIDH et Amnesty International viennent de publier chacune un rapport qui permet de confirmer les informations données par les sources Wé sur les circonstances du massacre de Nahibly.

Un massacre prévisible

Nul ne pouvait ignorer que les autorités et les milices étaient décidées à fermer les camps puisque le préfet de la ville avait fait des déclarations en ce sens en mars 2012. Le chef militaire de Douékoué, le lieutenant Koné Daouda dit Konda avait abondé dans le même sens : « *Nous n'allons pas rester les bras croisés pendant longtemps. Il faut que le site soit fermé pour éviter qu'il ne devienne le nid de malfaiteurs* », a-t-il dit. Ces déclarations ont été suivi par l'apparition de problèmes à l'intérieur du camp : « *A partir du mois de mars 2012, il y avait eu 14 attaques contre les travailleurs humanitaires dans le camp et, au mois de mai, le HCR a envoyé une lettre aux autorités relevant ces incidents en les informant que la distribution de vivres serait suspendue. Le 22 mai, des acteurs humanitaires ont été menacés par des individus au sein du camp* » a déclaré le patron de l'Onuci, Bert Koenders.

Une mission de l'ONU préconise en mai 2012 de renforcer la clôture pour " *rendre plus difficile l'accès au camp par un autre lieu que le portail principal.*" Heureusement, cette mesure n'a pas été mis en œuvre sans quoi nul n'aurait pu s'échapper lors de l'attaque du camp. La mission est arrivée à la conclusion que " *le camp de Nahibly connaissait une situation sécuritaire dégradée par la présence très vraisemblable d'éléments perturbateurs de type bande armée, sans doute composée d'anciens miliciens ou militants gbagboistes de l'ethnie Guéré, dont certains ont été nommément identifiés.*" . Plutôt que de chasser les perturbateurs probables nommément identifiés, la mission préconise l'ouverture d'un poste de police ivoirien à l'intérieur du camp, en plus de celui de l'ONU. Cette réponse ne sera pas mise en œuvre par les autorités ivoiriennes selon l'ONU, peut être parce que ces autorités n'ont pas confiance dans la police qui a été partout désarmée.

Selon Amnesty, l'attaque contre le camp " *est intervenue dans un contexte de stigmatisation*

croissante des personnes déplacées de la part aussi bien des autorités politiques et militaires locales que de certaines franges de la population. (...) Un ancien résident du camp a dit à Amnesty International : « Les Dozos et des habitants des villages environnants ne cessaient de nous dire : "C'est à cause de Gbagbo que vous êtes là, on va vous tuer" ». Plusieurs sources ont également indiqué à Amnesty International que, dans les semaines qui ont précédé l'attaque, il était devenu très courant d'entendre parler de la nécessité de faire « disparaître » le camp de Nahibly. »

Une organisation méthodique

« Le 19 juillet 2012, la veille de l'attaque du camp, se serait tenue à l'hôtel Monhessia (un hôtel désaffecté de Duékoué occupé à l'époque par les FRCI) une réunion entre le Lieutenant Konda, des Dozos et des représentants des jeunes Malinke de la ville. Le même jour, une réunion similaire de Dozos se serait déroulée à Guiglo au maquis Ketin. Ces Dozos de Guiglo « ont été amenés et ramenés ensuite après l'attaque du camp », selon un témoin » rapport FIDH.

Officiellement, c'est un événement fortuit qui a déclenché l'attaque du camp. Un braquage aurait fait 5 morts dans la nuit du 19 au 20 juillet au quartier Kokoman. Les jeunes malinké (allochtones) auraient suivi des traces de sang menant jusqu'au camps pourtant fort éloigné. Ils prirent alors d'assaut le camp à 8 heures devant les caméras et en présence du préfet Benjamin Effoli et du Lieutenant Daouda Koné.

Les 22 militaires et policiers de l'ONU qui gardaient le camp ne tenteront pas grand chose pour les en empêcher.

« Il était évident que nous n'étions pas capables de contrôler cette foule sans leur tirer dessus. Cela aurait presque certainement conduit à une explosion de violence et beaucoup de gens auraient été tués. Bien sûr, c'est ce qui s'est passé à la fin tout de même ». Témoignage d'un officier onusien recueilli par Amnesty International.

L'ONU déclarera plus tard que « La foule de "500 à 1.000" personnes qui est descendue sur le camp était un groupe "organisé", (...), que "l'identité des assaillants faisait toujours l'objet d'une enquête" et que ces événements soulignait la nécessité de la restauration de l'autorité de l'État à travers le pays (AFP 27 juillet 2012). Mais cet événement n'est-il pas une excellente illustration de l'autorité de l'État et de l'immense talent des enquêteurs bredouilles de l'ONU ?

Les militaires et les milices ethniques malinké "dozos" ont procédé aux exécutions dans le camp, aux alentours et plus tard en brousse. « Dans ce chaos, les hommes, qui sont particulièrement ciblés, tentent de fuir. Certains par l'arrière du camp, d'autres par l'entrée principale. Ceux qui tentent de fuir par l'arrière du camp semblent avoir été abattus par les Dozos et peut-être des FRCI qui encerclaient le camp. Un témoin atteste qu'au moins 7 personnes auraient été tuées dans les taillis à l'arrière du camp. L'UNPOL et l'ONUSI ont bien tenté de ratisser la zone après les faits, mais « ils ont essayé des tirs à ce moment, et n'ont pas pu accéder à la zone pendant les 7 jours qui ont suivi » affirme une source interne. Lorsqu'ils ont pu enfin se rendre à l'arrière du camp, « plus aucun corps n'était présent », déclare, amère, ce témoin des événements.

Pendant ce temps, le sort des hommes qui tentaient de fuir par l'entrée principale du camp n'est pas meilleur : bastonnés et poursuivis, certains sont arrêtés par des éléments des FRCI » FIDH.

Les personnes arrêtés disparaîtront définitivement pour la plus part et une femme subira un viol collectif par les FRCI. De nombreux témoignages font état de cadavres emportés, ce qui enlève tout caractère spontané à l'événement.

Un témoin permettra la découverte d'une dizaine de puits contenant les corps de victimes des massacres. Un seul sera fouillé, il contenait 6 corps. Les autres seront laissés en l'état "pour préserver les preuves".

La complicité de l'ONU

Lors du massacre de 2011 dans la même ville de Douékoué, les soldats de l'ONU avaient enterrés eux même plus de 800 corps mais compté seulement 150 victimes. Une fois encore à Nahibly, l'ONU a cherché à étouffer la polémique en donnant une estimation ridiculement faible du nombre de victimes. Bien qu'un bataillon de l'ONU stationne dans la ville, la zone du camp avait été "sécurisée" par les FRCI qui venaient de le détruire, empêchant les ONG d'y accéder pour compter les corps. Les lieux de détention n'ont pas été visités, ce qui aurait probablement permis de sauver les personnes arrêtées. Ainsi, Bert Kondoers a pu annoncer 11 morts en tout dont 5 victimes du braquage "déclencheur" du massacre. Les 6 corps trouvés dans le camps étaient des corps difficilement transportables, notamment 3 vieillards brûlés vifs. L'ONU, qui avait identifié les 4000 habitants du camp, n'a pas cherché à répertorier les survivants, les morts et les disparus et le bilan n'a jamais été réévalué. Les déplacés ont été promptement rapatriés dans leurs villages d'origines où leur sécurité n'est pas assurée, sans parler de leurs éventuels témoignages. Selon la FIDH « La disparition à l'issue de l'attaque du camp de Nahibly de plusieurs dizaines de personnes déplacées, ainsi que la confirmation de cas d'exécutions sommaires et extra-judiciaires, laissent donc entrevoir un bilan beaucoup plus lourd que les chiffres officiels. » Les "pro-Gbagbo" évoquent 47 corps identifiés, 213 Wé tués et plus de 1000

Suivre Mondialisation.ca



Mondialisation.ca sur Twitter

No Tweets Available

Suivre @CRM_CRG 615 abonnés

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



America's "War on Terrorism"
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



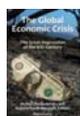
Globalization of Poverty and the New World Order
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation
by F. William Engdahl

Buy Now!



The Global Economic Crisis
by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

Buy Now!

Boutique en ligne

disparus lors de l'attaque de Nahibly (Notre Voie 5 août 2012). Sans souscrire à leur évaluation que personne ne semble avoir voulu discuter, il faut reconnaître que le bilan onusien est très éloigné de la réalité et que cet aveuglement est volontaire.

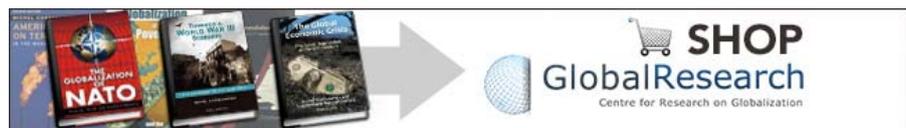
Il y a comme une contradiction interne dans la déclaration de Bert Koenders, responsable de l'ONU en Côte d'Ivoire lors de la conférence sur l'impunité de février 2013 lorsqu'il dit "C'est en brisant le cercle vicieux de l'impunité et en promouvant une justice équitable que l'on aboutira à rompre le cercle vicieux de la violence. Je voudrais à cet égard saluer l'engagement de son Excellence Alassane Ouattara, le Président de la République, et de son Gouvernement, et noter l'ensemble des mesures prises et structures mises en place pour lutter contre l'impunité des crimes d'un passé récent." Car le massacre de Nahibly a été commis avec la participation des autorités ivoiriennes et rien n'a été fait pour en identifier les responsables. En saluant l'action du chef de l'État, Koenders montre qu'il accepte son inaction pour ne pas l'embarrasser. Tout le reste n'est que souhaits pieux et promesses de faire des ronds "vertueux" dans l'eau.

Vacuité du droit

Selon Haut Commissaire aux droits de l'homme, les peuples autochtones, ou peuples indigènes, sont « les descendants de ceux qui habitaient dans un pays ou une région géographique à l'époque où des groupes de population de cultures ou d'origines ethniques différentes y sont arrivés et sont devenus par la suite prédominants, par la conquête, l'occupation, la colonisation ou d'autres moyens ».

Maintenant qu'il est minoritaire sur sa propre terre, le peuple Wé devrait donc bénéficier de toutes les garanties offertes par la "Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones", notamment en matière de droit à la terre. Mais c'est une foutaise parce que les autochtones réfugiés dans des camps sont massacrés sous les yeux de l'ONU. Ceux qui ne vendent pas leurs terres à n'importe quel prix, c'est qu'ils n'ont plus la volonté de vivre. Dans ces conditions, lorsque Koenders appelle le gouvernement ivoirien à résoudre les conflits fonciers en votant une loi à ce sujet, il ne fait que l'inciter à donner une légalité à la spoliation.

Serge Laurent



[Luminares Fluorescent](#)
Ventes aux professionnels Société Française en Chine - Export
www.karli-electric.com

Like 78 0

Articles Par :

Serge Laurent

Sur le même sujet:

L'intervention de la France dans la guerre civile en Côte d'Ivoire

La France est directement intervenue au cours de ces dernières 24 heures dans les combats en Côte d'Ivoire, alors qu'elle cherche à réaffirmer son contrôle sur son ancienne colonie. Des hélicoptères français ont bombardé mardi soir les forces loyales au...

Pollution en Côte d'Ivoire, qui est responsable ?

Le 19 août 2006, un navire battant pavillon de complaisance panaméen, le Probo Koala, déchargeait 581 tonnes de déchets toxiques au Port d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Des déchets censés n'être que des « eaux usées », de la boue de nettoyage des cuves...

La France a aidé à l'arrestation de Gbagbo en Côte d'Ivoire

Laurent Gbagbo, le président sortant de Côte d'Ivoire a été arrêté hier et est détenu par les forces loyales à son adversaire, Alassane Ouattara. L'ambassadeur français, Jean-Marc Simon a annoncé lundi après-midi que Gbagbo avait été capturé dans la capitale...

Côte d'Ivoire : Un pays sous influence

Après les élections du 28 novembre 2010, une grande partie de la communauté internationale sous la direction des États-Unis, exige que Alassane Ouattara soit reconnu comme le gagnant des élections présidentielles en Côte d'Ivoire. Si Laurent Gbagbo, président sortant et...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons

ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Serge Laurent, Le Grand Soir, 2013

English Français
Español Italiano
Deutsch Portuguais
srpski العربية

Actualités

Liste des pays

Auteurs

Les plus partagés

Liens

Contactez-nous

Thèmes

Crimes contre l'humanité
Loi et Justice
Histoire, société et culture
11 sept. Guerre au terrorisme
Désinformation médiatique

Politique et religion
Science et médecine
Nations Unies
Droits des femmes

Régions

États-Unis
Canada
Moyen-Orient et Afrique du Nord
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Asie
Océanie

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2013 Mondialisation.ca